

## **LES DIFFICULTES DE FINANCEMENT DES PME MAROCAINES: VISION CRITIQUE SUR DES DISPOSITIFS DE FINANCEMENT**

**Par**

**Mohamed OUDGOU**

**Chercheur en Economie et Gestion à la FSJES de Meknès, Laboratoire d'Études et de recherche Économiques et Sociales, Université Moulay Ismail.**

**&**

**Mohamed ZEAMARI**

**Professeur en Economie et Gestion à la FSJES de Meknès, Laboratoire d'Études et de recherche Économiques et Sociales, Université Moulay Ismail.**

### **Résumé :**

Le système financier marocain a mis à la disposition des PME des produits de financement diversifié. Cependant, le problème d'accès au financement demeure un phénomène complexe et d'actualité. Le présent article a pour objectif d'apporter une vision critique sur les principaux dispositifs de financement des PME marocaines. Ainsi, cette étude nous a permis de mettre en lumière des mécanismes de la politique publique pour accompagner et surmonter les difficultés d'accès au financement dont souffrent les PME marocaines.

La méthodologie suivie consiste en un travail d'analyse des statistiques de l'OCDE, du ministère de l'industrie, de l'ANPME et d'autres organismes et études scientifiques qui ont déjà traitées la question des difficultés d'accès des PME marocaines au financement.

**Mots clés:** PME, modes de financement, difficultés d'accès au financement, politiques Publiques.

### **Abstract:**

The financial system Morocco has placed at the disposal of the SME's of the products of diversified funding. However the problem of access to finance remains a complex phenomenon and topical. The aim of the present article is to provide a critical view on the main financing mechanisms of Moroccan SME's. This study has allowed us to highlight the

public policy mechanisms to support and overcome the difficulties of access to financing suffered by Moroccan SMEs.

The methodology followed consists of a statistical analysis of data retired from the OECD, the ministry of industry, the ANPME and other agencies and scientific studies that have already addresses the questions about the access difficulties for SME's Moroccan financing.

**Key words:** SMES, modes of financing, difficulties of access to financing, public policies.

## **Introduction**

Le rôle des petites et moyennes entreprises (PME) dans le développement économique et social d'un pays est fortement reconnu (Plane & Torres., 1998 ; St-Pierre et al, 2004 ; OCDE<sup>1</sup>, 2007). Elles sont des sources d'innovation et de création des richesses. En général, ces entreprises représentent plus de 90 % du total des entreprises, génèrent plus de 55 % du PIB (OCDE, 2002, 2007). L'importance des PME dans l'économie marocaine, se confirme sur le plan statistique. Elles représentent plus 93% des entreprises, créent 50 % des emplois, contribuent à 20 % au PIB, 30% aux exportations et 40 % à la production (ANPME<sup>2</sup>, 2013). Ainsi elles se présentent dans tous les secteurs d'activité, et sont essentielles pour la dynamique économique et sociale des territoires. Cependant, ces entreprises font face à des difficultés rédhitoires interne et externe : complexité des procédures, faible taux d'encadrement, la corruption, la compétition de l'informel, mauvaise gestion, ...etc. ; mais l'accès aux financements reste une difficulté considérable, rend la croissance des PME marocaines très difficile et les poussent à se pencher sur la survie au lieu de l'innovation. Les difficultés auxquelles font face nos PME, incitent tous les intervenants à leur développement à l'élaboration des diagnostics objectifs afin de déterminer les vrais obstacles et de leur proposer des solutions adéquates permettant à ces entreprises de se lancer et de jouer le rôle de la locomotive de l'économie. Or, même si les pouvoirs publics, sont conscients de l'importance des PME, et ont effectués des efforts importants, tels que la création des dispositifs de soutien (Imtiaz, Moussanada, fonds de garantie...etc.) et faire des pressions sur les établissements de crédit, l'accès des PME au financement, demeure un problème chronique. Selon la Banque Africaine de développement (2014), l'accès aux services financiers des PME est encore faible, et le Maroc accuse un retard dans ce domaine.

L'objectif de ce travail est l'étude et l'analyse des difficultés d'accès au financement dont souffrent les PME en général et marocaines en particulier. Nous analyserons cette problématique majeure à travers une vision dynamique et réflexion managériale. Il s'agit plus précisément, de déterminer les origines des difficultés de financement des PME dans la théorie financière, d'une part. D'autre part, nous présentons une vision critique sur les grandes modalités de financement des PME marocaines. À partir de cette analyse, nous essayons de déterminer les difficultés d'accès à ces sources et finalement via une analyse des

---

<sup>1</sup> L'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE).

<sup>2</sup> L'Agence Nationale pour la Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise (ANPME). Elle est devenue Maroc-PME.

principaux dispositifs de soutien prévus par les pouvoirs publics. Pour ce faire, nous exploitons des statistiques d'ordre secondaire issues de l'OCDE, du ministère de l'industrie, de l'ANPME, mais aussi des études scientifiques portant sur cette problématique.

Le travail est scindé en quatre sections. Au niveau de la première section, nous exposons l'importance des PME dans l'économie marocaine. Dans la deuxième section : les difficultés dont souffrent les PME dans la littérature financière. La troisième section, est consacrée à l'analyse des difficultés d'accès des PME marocaines au financement bancaire, au marché boursier et au capital-risque. Finalement, dans la quatrième section, nous présentons les principales mesures de la politique publique mise en œuvre pour favoriser l'accès des PME aux financements externes.

## **1. La place et le rôle des PME dans l'économie marocaine**

L'importance des PME dans le monde est fortement reconnue. Cependant, une grande ambiguïté existe autour de leur définition dans le monde. Les définitions sont multiples ainsi que les critères retenus. Nous analysons à la fois la définition de la charte des PME (2002), de l'ANPME et du ministère de l'industrie. Ensuite nous analyserons l'importance des PME dans l'économie nationale.

### **1.1. Définition de la PME au Maroc**

La PME au Maroc a eu sa définition officielle en juillet 2002 avec l'apparition de la loi N°53-00 formant la charte de la PME<sup>3</sup>. Selon cette charte, la PME désigne :

- Les entreprises « indépendantes » : qui ne sont pas détenue à plus de 25 % du capital ou des droits de vote.
- Pour les entreprises existantes, doivent avoir un effectif moins de 200 employés permanents, avoir réalisé un chiffre d'affaires hors taxes n'excédants pas 75 millions de DH et/ou un total de bilan n'excédant pas 50.000.000 de DH, pendant deux exercices successives.
- Pour les entreprises nouvellement créées, désignent les entreprises ayant moins de deux années d'existence, doivent engager un programme d'investissement initial inférieur ou égal à 25 millions de DH et un ratio d'investissement par emploi de moins de 250 000 DH.

<sup>3</sup>Loi n° 53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise, Dahir n° 1-02-188 du 12 Joumada I 1423 (23 juillet 2002), Bulletin officiel n°5036 du 05 septembre 2002 (cf. BIP n°117- octobre 2002- page 4).

Cette définition est complexe, car il est difficile de déterminer les entreprises qui peuvent être qualifiées de PME. Ainsi elle écarte une large population des entreprises car les seuils<sup>4</sup> sont relativement bas. De plus cette définition ne distingue pas entre micro entreprises, petite entreprise et moyenne entreprise, et s'applique à tous les secteurs d'activité.

A l'instar de la définition officielle de la charte des PME, l'ANPME et la CGEM<sup>5</sup> ont adopté une nouvelle définition unique à l'échelle nationale qui contribue à la cohérence des dispositifs d'appui aux PME, et qui tient compte uniquement le critère de chiffre d'affaires pour définir une PME. Sur la base de ce critère, l'ANPME classe les petites et moyennes entreprises en trois catégories :

- Les très petites entreprises (TPE) : moins de 3 millions de dirhams ;
- Les petites entreprises (PE) : entre 3 et 10 millions de dirhams ;
- Les moyennes entreprises (ME) : entre 10 et 175 millions de dirham.

Le MCINT<sup>6</sup>, s'appuie seulement sur le nombre d'employés permanents pour définir la PME. Selon ce critère toute entreprise qui emploie moins de 200 personnes, est une PME.

## **1.2. La PME facteur de croissance économique et de promotion sociale**

La plus grande difficulté que nous avons rencontrée est comment évaluer l'importance des PME dans le tissu économique national dont l'existence des statistiques reste encore aujourd'hui largement indéterminée. Sur la base des données fournies par le ministère de l'industrie, les PME représentent 98,80% de l'ensemble des entreprises marocaines (tableau n°1)<sup>7</sup>. Ainsi selon une étude réalisée par Inforisk en 2011, les PME représentent 99 % du tissu productif national. Toutefois, nous constatons des disparités quant à la répartition de ces entreprises par secteur d'activité. Elles sont fortement concentrées dans les activités de commerce et réparation (30%), suivie par l'immobilier et services aux entreprises (22%), ensuite l'industrie manufacturière (15%), BTP (11%), hôtels et restauration (4%), autres services (10%).

Cependant les PME ne contribuent que faiblement à la valeur ajoutée globale (PIB). L'étude du ministère de l'économie et finances en 2000, stipule qu'en moyenne, les PME (chiffre d'affaires <100 millions), ont contribué 21% au PIB. En 2011, l'étude réalisée par Inforisk, constate que la contribution des PME (chiffre d'affaires <175 millions) au PIB est de

<sup>4</sup> Les seuils de définition : chiffre d'affaires, nombre d'employés, total de bilan et le ratio d'investissement.

<sup>5</sup> La Confédération Générale des Entreprises Marocaines (CGEM).

<sup>6</sup> Le ministère de Commerce, de l'Industrie et de la Nouvelle Technologie (MCINT)

<sup>7</sup> <http://www.emergence.gov.ma/COMPETITIVITEPME/Pages/PMEmarocaines.aspx>

40%. Les PME réalisent plus de 78 % de la valeur ajoutée du secteur agriculture, chasse, sylviculture, plus de 54 % du secteur de commerce, plus de 66 % du secteur immobilier, location et services rendus aux entreprises, 52 % du secteur de la pêche et aquaculture, presque 70% de la valeur ajoutée du secteur des activités de l'hôtellerie et restauration.

**Tableau n°1 : Distribution des PME en nombre par secteurs d'activité et par effectif.**

Secteurs d'activités	PME		%	GE	% GE	Total
	0 à 5	6 à 200				
Affaires immobilières	946	308	99,37	8	0,63	1262
Autres services (y compris jeunesse et sports)	14239	1853	99,77	37	0,23	16129
Bois et ameublements divers	442	267	98,47	11	1,53	720
Commerce	21354	7185	99,50	144	0,50	28683
Cuir et chaussures	236	292	96,70	18	3,30	546
Extraction et préparation de minéraux et minerais divers	235	282	98,66	7	1,34	524
Hôtellerie et restauration	3181	1698	98,83	58	1,17	4937
Hygiène	1785	324	98,32	36	1,68	2145
Industrie alimentaire. boissons .tabacs	2105	1573	97,82	82	2,18	3760
Industrie chimique. para chimique et pharmaceutique	400	516	96,83	30	3,17	946
Intermédiaires et auxiliaires du commerce et de l'industrie	3328	1377	99,47	25	0,53	4730
Matériaux de construction et travaux publics	8501	4859	98,43	213	1,57	13573
Papier et carton. imprimerie. presse et édition	897	536	99,03	14	0,97	1447
Pêche	37	97	88,74	17	11,26	151
Pétrole et carburant. combustibles minéraux solides	20	28	96,00	2	4,00	50
Services domestiques	22	11	97,06	1	2,94	34
Textiles et confections	1361	1528	90,62	299	9,38	3188
Transformation de métaux	3685	1438	98,79	63	1,21	5186
Transports et communications	4463	1578	98,89	68	1,11	6109
Total général	67237	25750	98,80	1133	1,20	94120

Source : <http://www.emergence.gov.ma/COMPETITIVITEPME/Pages/PMEmarocaines.aspx> , reproduit par nous-mêmes.

Les PME jouent depuis longtemps le rôle stimulateur de la création d'emploi et la réduction du taux de chômage. Elles ne recrutent pas une main d'œuvre fortement qualifiée et de grande spécialité, mais ces entreprises sont qualifiées des meilleurs employeurs dans le monde entier, et sont considérées comme un outil efficace de s'attaquer aux problèmes de l'emploi. Ainsi selon Julien et Marchesnay (1994), les entreprises de petite taille, constituent « parfois » dans les pays en voie de développement une source unique de création d'emplois et de renouvellement de l'économie.

Au Maroc, les PME devons jouer un rôle crucial dans la création d'emploi. Cependant les statistiques sur la situation de l'emploi dans les entreprises marocaines, sont lacunaires voire inexistantes ce qui rendent difficile l'évaluation de la contribution des PME à la création d'emplois. Néanmoins, les données existantes fournissent quelques indications varient en précision d'un organisme à l'autre. De manière générale les PME marocaines, contribuent à la création de plus de 50 % de l'emploi (ANPME, 2013). Selon une étude réalisée par le Ministère de l'Economie et Finance en 2000, le secteur industriel emploi 500 000 personnes - aujourd'hui (fin 2013) en compte 577 983 personnes-, le secteur du commerce emploi 888 000 personnes (hors informel) et le secteur des services compte près de 600 000 personnes. Les statistiques actualisées se limitent au secteur industriel. Dans ce secteur les PMI emploient 199 553 personnes soit 34,5 % par rapport aux grandes entreprises (65,5 %).

En dépit de l'importance des PME dans le développement économique et social au Maroc, et de l'importance des efforts déployés par les acteurs publics et privés, pour leur mise à niveau, elles n'évoluent pas en toute aisance dans cet environnement en forte mutation, source de nombreuses difficultés entravent leur progression, dont les plus importantes sont relatives à l'accès au financement. Dans ce qui suit, nous présenterons les principales difficultés d'accès des PME au financement dans la littérature avant d'évoquer le cas marocain.

## **2. Les difficultés d'accès des PME au financement : revue de littérature**

Les difficultés de financement dont souffrent les PME sont multiples, peuvent être de nature, administrative, lois et réglementations, coûts de financement élevés. Toutefois, même si ces obstacles peuvent être surmontés, il peut y avoir toujours un coût à supporter. Ainsi les difficultés dont souvent question en théories financières, sont liées à l'information asymétrique entre les apporteurs et les demandeurs des capitaux, ce qui conduit à un rationnement de crédit. Dans cette section, nous focalisons notre analyse sur l'importance du financement dans la pérennité des PME, ensuite l'impact de l'asymétrie de l'information sur le rationnement de crédit et finalement les exigences des bailleurs de fonds en matière d'accès au financement.

### **2.1. Importance du financement dans la pérennité des PME**

La réussite d'une entreprise ne dépend pas uniquement de son capital humain, de la qualité et du prix des produits et/ou services qu'elles offrent à la clientèle, mais aussi de la



capacité de l'entreprise à mobiliser des financements adéquats aux besoins d'exploitation et d'investissement. En effet, la mobilisation des capitaux permet à l'entreprise le financement des investissements matériels et/ou immatériels, le maintien, l'amélioration et l'accroissement du potentiel, la diversification et le positionnement sur un nouveau marché et aussi d'innover et de créer davantage la valeur ajoutée.

Outre les besoins en savoir-faire technique et en main d'œuvre, l'accès au financement externe est l'un des grands piliers pour le développement des PME et la promotion de l'entrepreneuriat. Il permet aux PME de satisfaire leurs besoins en fonds de roulement, de soutenir les plans de développement et compléter les sources de financements internes. Le manque d'accès au financement nécessaire, adéquat et en temps opportun, affecte de façon négative la création de nouvelles entreprises et le développement des entreprises déjà existantes.

La quasi-totalité des études menées sur le rôle du financement, montrent que la disponibilité des capitaux est une condition nécessaire lors de la création, et la croissance faible des PME est dû principalement aux difficultés de ces entreprises à obtenir un financement dans la phase de développement (Becchetti & Trovato, 2002; Krasniqi, 2007; Oliveira & Fortunato, 2006; Pissarides, 1999).

Aujourd'hui, trouver les ressources financières les plus adéquates, c'est l'axe le plus important sur lequel doit porter la politique financière d'une entreprise et surtout les PME exposées aux problèmes d'asymétrie d'information et de rationnement.

Les transactions effectuées par une PME, au niveau local ou international, nécessitent la mobilisation des capitaux, ainsi que pendant tout le cycle de vie de l'entreprise (création, développement et transmission). Dans chacune de ces phases nous recensons des besoins de financement diversifiés. Outre les besoins financiers liés à la création et au démarrage, le cycle d'exploitation engendre des besoins de financement importants.

Pour répondre à ces besoins multiples et diversifiés en fonction du stade de développement de la PME, et pour assurer sa pérennité, l'obtention du financement adéquat et en temps opportun constitue la clé de la réussite, et à cette étape où se trouve le défi majeur des PME. Il est d'usage de rappeler qu'à côté de l'autofinancement et du financement bancaire ; les réseaux de financement de ces entreprises, se révèlent diversifiés, allant du marché financier, capital-risque, réseaux de solidarité financière, crédit-bail, ligne de crédit, jusqu'aux aides et les garanties de l'Etat.



## 2.2. Asymétrie d'information et rationnement de crédit des PME

L'asymétrie d'information désigne la distribution inégale de l'information entre deux agents économiques appelés les *insiders* et les *outsiders*. Les *insiders* sont les agents internes (ou l'entreprise), en possession de l'information pertinente et stratégique sur l'avenir et les perspectives de l'entreprise qui n'est pas à la possession des apporteurs des capitaux (*outsiders*). Cette distribution inégale de l'information conduit les banquiers à rationner certaines catégories des PME réputées plus opaques.

L'analyse du rationnement de crédit est compliquée par la multitude des définitions. Selon Stiglitz et Weiss (1981), il y a rationnement de crédit lorsque un emprunteur (personne, entreprise) est disposé à accepter les conditions de financement (taux d'intérêt, garanties,...etc.) établies par le prêteur (banque) et que le prêt lui est refusé ; ou il y a rationnement de crédit lorsque certains emprunteurs se voient systématiquement refuser du prêt demandé. Selon (Jaffee & Russel, 1976), le rationnement est fondé sur le montant de prêt demandé, où le montant obtenu est moins que celui est demandé.

La littérature financière que l'importance de l'opacité informationnelle quicaractérise les PME(Ang, 1992), elle l'expose fortement au risque de rationnement de crédit. En effet, le banquier, pour prendre la décision d'octroi ou de refus de prêt, et pour réduire les risques liés à cette opération, il investit dans la collecte de l'information pertinente sur l'entreprise (document comptable, projet à financer,...etc.). Or, dans les PME et les entreprises nouvellement créées, la production de l'information est réduite à son niveau minimum. Ces entreprises, ont seulement des actifs immatériels (projet, promesses, expérience de l'entrepreneur,...etc.) auxquels s'ajoute le manque des garanties suffisantes (Beck, Demirgüç-Kunt, & Maksimovic, 2008). L'absence d'information fiable et objective sur les PME, conduit amplifier les asymétries informationnelles entre PME et les banques(Beck & Demirguc-Kunt, 2006; Cleary, 2006).Et ces dernières, risquent d'évaluer avec précision la rentabilité et le risque de défaut des projets des PME à financer(Akerlof, 1970).A ces raisons, les banques leurs associent systématiquement un risque plus élevé et refusent de financer certaines entrepreneurs. Autrement-dit certaines catégories des PME se trouvent systématiquement face à la difficulté de répondre aux exigences des banques et d'obtenir facilement le financement nécessaire.

En présence des asymétries informationnelles chez les PME, leur rationnement, peut être expliqué par le modèle théorique développé par (Stiglitz & Weiss, 1981), qui postule l'existence d'asymétrie d'information « *ex-ante* » ; et par celui développé par (Williamson,

1986, 1987), qui postule l'existence d'asymétrie d'information « *ex-poste* ». Ces asymétries d'informations sont à la base des décisions de financement des institutions financières, car elles couvrent deux risques à la base des obstacles pour le financement externe : sélection adverse et le risque morale. Avant ces deux modèles théoriques, les facteurs explicatifs du rationnement de crédit avancés par la théorie économique, sont liés aux contraintes institutionnelles, à la conduite de l'endettement et du taux d'intérêt élevé à la faillite des firmes(Phung, 2010).

Dans ce cadre, nous admettons que la production et le partage de l'information de qualité et en quantité suffisante sur les PME, permettra de diminuer l'asymétrie d'information, d'apprécier avec certitude le risque et d'améliorer leurs accès au financement.

### **2.3. Les exigences des prêteurs et difficultés d'accès des PME au financement.**

Plusieurs études ont analysé les aspects de la relation banque-entreprise, les facteurs qui déterminent l'accès des PME au financement et les conditions applicables à ce financement(Berger, Klapper, Peria, & Zaidi, 2008; St-Pierre & Fadil, 2011; Wu, Song, & Zeng, 2008). Ainsi, ces études montrent que certaines entreprises ont plus de difficultés pour obtenir un financement que d'autres. Sur ce point, les avis sont multiples tels que de(Berger & Udell, 1992; St-Pierre & Fadil, 2011; Zazzara, 2008). Toutefois, il faut recourir à l'étude empirique pour la validation (Berger et Udell, 1992).

Cressy(1996) avance que les difficultés de financement sont la conséquence des décisions d'affaires, sont liées à l'importance des risques dans certaines PME, ou certaines PME n'ont pas les caractéristiques pour obtenir le financement recherché. Selon(Cressy, 1996; Kim, Aldrich, & Keister, 2006), l'absence du capital humain, l'importance de l'équipe managériale sont des facteurs déterminants dans l'accès au capital. En outre, la volonté de l'entreprise à donner des biens en garantie est un moyen de connaître sa capacité à montrer sa solvabilité(Bester, 1987; Chan & Kanatas, 1985; Toivanene & Cressy, 2000). De plus, les garanties sont des moyens de réduction de risque moral (Berger, Klapper, & Udell, 2001). Dans le même sens, la (BDC<sup>8</sup>, 2000 ;Bougheas, Mizen, & Yalcin, 2006) ont montré que les entreprises de petite ont des difficultés de financement plus importantes en raison de l'absence des garanties. Elles sont donc classées par les banques parmi les entreprises les plus risqués.(Berger & Udell, 1995; Boot, 2000; Petersen & Rajan, 1994) dans leurs études empiriques sur la relation banque-entreprise et les conditions de financement, ils ont montré

---

<sup>8</sup> La Banque de Développement de Canada (BDC)

que les entreprises qui fournissent moins de garantie et bénéficient des taux d'intérêt préférentiels, sont celles qui entretiennent une relation de longue durée avec la banque. Decette divergence de point de vue, il est de haute importance de déterminer dans quelle mesure certaines catégories des PME sont désavantagées dans leurs accès au financement. Malheureusement il est difficile de mesurer directement les « *difficultés de financement* ». En revanche, le problème que pose l'analyse des difficultés de financement des PME, est de montrer dans quelle mesure une ou des variables données, tels que le chiffre d'affaires, le secteur, R&D,...etc., influent sur l'accès au financement et/ou sur les conditions d'obtention du financement. Dans cette perspective, il faut pencher sur la détermination des critères appliqués par les banques pour refuser des demandes de financement et accepter d'autres.

De façon générale, les PME présentent des caractéristiques à la base des contraintes financières (St-Pierre, 2004 ; Dietsch et Mahieux, 2014). Ces contraintes de financement, sont globales et non attachées aux formes de financement. Les facteurs communément reconnus, sont la taille de l'entreprise, la concentration de la propriété et de la gestion, la méfiance à l'ouverture du capital, la dépendance économique et financière à l'égard des fournisseurs et clients, confusion entre patrimoine du propriétaire et de l'entreprise. Ces caractéristiques et autres, rendent les PME plus opaques, et constituent des sources réelles de difficulté de financement en fonds propres et en crédit, susceptibles de freiner leur croissance. Cependant nous pouvons diviser ces facteurs en quatre groupes homogènes : la relation banque-PME, les caractéristiques de l'entreprise, les caractéristiques de l'entrepreneur et les facteurs institutionnelles. Les études bien qu'elles soient révélateurs ne sont pas concluantes, elles prennent comme variables dépendantes refus de prêt, taux d'intérêt, garanties demandées,...etc., en fonction des facteurs pouvant motiver l'accès d'une PME au financement. Ainsi, les études ont produit des résultats divergents, à cause des choix des facteurs, des problèmes de contexte et d'échantillonnage.

### **3. Le financement des PME via le système financier**

#### **3.1. Le financement des PME marocaines via le système bancaire**

##### **3.1.1. Le paysage du secteur bancaire marocain**

Le système bancaire marocain a été instauré avant l'indépendance, l'histoire prouve l'ouverture des premiers guichets bancaires depuis 1906, par l'Acte d'Algésiras, signé entre le Maroc, les Etats-Unis et douze pays européens. En 1907, la banque d'Etat à vue le jour, et y siège à Tanger, sous forme d'une Société Anonyme (SA), et dont le capital est réparti entre

les pays signataires de l'Acte d'Algésiras. Dès 1911, la banque d'Etat, outre ses opérations courantes à caractère commercial, elle disposait du droit de l'émission de la monnaie fiduciaire, et assumait le rôle d'agent financier du gouvernement marocain (Sebti, 2006). Au lendemain de l'indépendance du Maroc en 1959, et pour nationaliser le système bancaire, des mesures et réformes ont été mises en place ; dont les plus importantes est la réorganisation de l'office des change (1958) et l'instauration du Dirham (DH) en 1959. Toutefois la consolidation du système bancaire national n'a commencé qu'avec la loi bancaire de 1967 promulguée par le Décret Royal n°1-67-66 du 21 avril 1967, complété par les réformes en 1993, en 2006 et actuellement en 2014-2015 pour l'instauration des banques participatives.

Le paysage bancaire marocain est composé des banques commerciales, d'investissements et de la banque centrale (Bank Al-Maghrib). A la fin de 2011, le secteur bancaire marocain, comprenait 85 établissements de crédit, dont 35 sociétés de financement, 19 établissements bancaires, 13 associations de microcrédit, 10 sociétés de transferts de fonds et 6 banques offshore. Le groupe BMCE-Bank, le Groupe Banque Centrale Populaire (BCP) et Attijari Wafabank, dominant largement le paysage bancaire marocain, accaparent plus de la moitié du Produit Net Bancaire (PNB). Dans l'objectif d'améliorer la bancarisation de la population, la banque centrale a encouragé l'éducation financière. Et à cet effet, le taux de bancarisation atteint 57 % à fin de 2012 (Bank Al-Maghrib, 2013). Cependant, les banques se concentrent dans quatre grandes régions où l'activité économique est fortement concentrée : Rabat-Salé-Zamour Zaïre (11.28%), la région Grande Casablanca (29.28%), la région Tanger Tétouane (8,56%) et l'oriental (8.85%).

### **3.1.2. Evaluations des concours accordés aux PME marocaines**

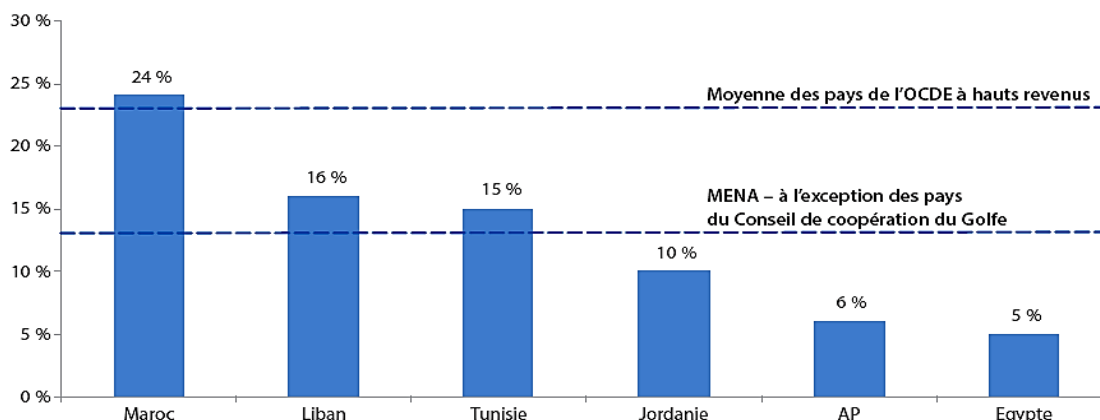
Si la création et le démarrage des TPME sont assurés par l'apport personnel et familial, le financement du cycle d'exploitation et de croissance, nécessite le recours aux marchés de crédit. Le crédit bancaire, constitue la principale source de financement formel des PME marocaines (CDVM, 2011), mais il est limité par la déficience de l'environnement juridique et réglementaire (OCDE, 2014 ; WEF<sup>9</sup>, 2015). Toutefois, les prêts bancaires alloués aux PME marocaines est de 24 % dans le total des prêts des banques. Selon (Beck et al., 2008), le Maroc est le seul pays dont les prêts accordés aux PME est similaires aux pays développés (22 % en 2008).

Comme il montre le graphe n°1, la part des prêts accordés par les banques aux PME est de 6% en AP, en Egypte (5%) et en Jordanie (10%), dans le même classement le Maroc est

<sup>9</sup> The World Economic Forum (WEF)

bien positionné. Il dépasse ainsi, la moyenne des pays de l'OCDE à hauts revenus, et la moyenne de la région MENA (13%).

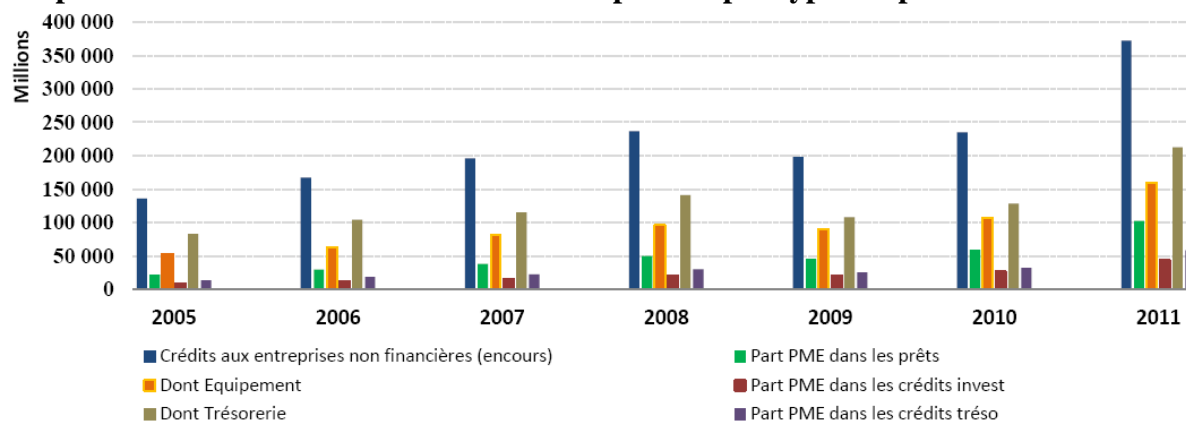
**Graphe n° 1 : Prêts bancaires aux PME (% du total des prêts bancaires)**



Source : Rocha, R. et al. (2011), "The status of bank lending to SMEs in the Middle East and North Africa region : the results of a joint survey of the Union of Arab Bank and the World Bank", Série des documents de politique générale de la Banque mondiale, Banque mondiale, Washington, DC.

Dans ce contexte marqué par un ralentissement économique, et où les PME connaissent des besoins flagrants de ressources internes, et ont toujours tendance à se financer par le système bancaire, les banques augmentent leur aversion au risque, et ont tendance à diminuer les crédits (OCDE, 2014) et rationner certaines catégories des PME.

**Graphe n° 2: Part des PME dans le total des prêts et par type des prêts.**



Source : Khalifa & Daoui (2013).

Le graphe ci-dessus, nous montre que la part des crédits octroyés par les banques aux PME entre 2005 et 2011, a connu une légère augmentation, avec un taux moyen de 9 %, et se situe à 100 000 millions de dirhams à la fin de 2011. Les crédits de trésorerie aux PME ont connu une importante baisse, passant de 34 % en 2008 à (-16 %) en 2009 ; et grâce à la baisse des taux appliqués aux facilités de trésorerie depuis le deuxième semestre de 2009 (Bank Al-

Maghrib, 2015), nous remarquons une légère hausse pour se redresser à 29 % fin 2010. Depuis 2005 jusqu'à 2011, la part des PME dans le total des prêts alloués aux entreprises non financières est en moyenne 21 %.

Selon l'enquête sur les conditions d'octroi des crédits réalisés par Bank Al-Maghrib, les crédits octroyés aux PME ont enregistré une hausse de 6 % en 2013 contre 1 % en 2012. Ainsi, la part des crédits accordés aux sociétés non financières, à passer de 33 % en 2012 à 35 % en 2013. Cette amélioration a été appuyée en grande partie par le système de garantie mis en place par Bank Al-Maghrib, et qui a mobilisé 4.7 milliards de dirhams en 2013 contre 2.5 % milliards de dirhams en 2012, soit une évolution de 30 %. Ces crédits ont financé des projets de création, de développement et des besoins en fonds de roulement (BFR) au profit de 2046 TPME, ce qui a contribué à la création de 6283 emplois directs (MEF, 2015).

De leur côté, Bank Al-Maghrib a mis en place en décembre 2013 un programme de soutien au financement des TPME afin de faciliter leur accès au financement bancaire. Il s'agit d'un dispositif de refinancement des crédits octroyés aux TPME, exerçant dans le secteur de l'industrie ou dont la production est destinée à l'export, dont les montants inférieurs ou égaux à 50 millions de dirhams et pour une période supérieure ou égale à 12 mois. Ce mécanisme permet aux banques de disposer d'avance de Bank Al-Maghrib, un montant égal aux crédits qu'elles comptent octroyer aux TPME (Lettre circulaire n°112/DOMC/2013)<sup>10</sup>.

A travers notre contribution, nous concluons que les difficultés dont souffrent les PME marocaines lors de leurs accès au financement, du point de vue des banques, sont dues à la fragilité de leur structure financière (manque de fonds propres, sous-capitalisation et manque de réinvestissement), l'importance des risques par rapport à la rentabilité, style de management, manque de projet bancable, manque de transparence dans les documents comptables et manque du capital humain compétant (CDVM<sup>11</sup>, 2011 ; Haj-khlifa et Daoui, 2013 ). Du point de vue des entreprises, les garanties exigées par les banques restent encore très élevées, les garanties immobilières constituent la garantie tangible la plus demandée à l'occasion de l'octroi de crédit bancaire, impliquant parfois leurs biens personnels. En revanche, ces exigences font obstacles à l'accès au financement pour les PME. L'attitude conservatrice des banques marocaines vis-à-vis des PME, le manque de partage de

<sup>10</sup> Lettre circulaire n°112/DOMC/2013)<sup>10</sup>, du décembre 2013, relative au programme de soutien des TPME.

<sup>11</sup> Le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM). Il est devenu l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC).



l'information expliquent une partie l'importance des exigences des banques, et par conséquent le rationnement de certaines catégories des PME.

### 3.2. L'absence d'un marché boursier pour les PME marocaines

Le financement des PME par le marché boursier reste assez peu développé au Maroc. Il est très restrictif, la loi ne permet qu'aux sociétés anonymes d'émettre les titres. L'émission des billets de trésorerie (minimum de 100 000,00 DH), s'ils sont accessibles à certaines catégories des PME, les exigences en matière de communication, de transparence et de gouvernance financière ne sont pas respectées par les PME, à cause du manque des moyens. En revanche, la majorité des PME ne disposent même pas les caractéristiques pour accéder au troisième compartiment mis en place depuis 2000, et les conditions sont très élevées par rapport aux spécificités des PME marocaines.

**Tableau n° 2 : Les conditions d'introductions en Bourse de Casablanca**

<i>Les conditions préalables</i>			
	<b>Marché Principal</b>	<b>Marché Développement</b>	<b>Marché Croissance</b>
Profil des entreprises	Grandes entreprises	Entreprises de taille moyenne	Entreprises en forte croissance
Capitaux propres minimum en millions de DH	50 MDH	Pas de limite fixée	Pas de limite fixée
Chiffre d'affaires minimum en millions de DH	Pas de limite fixée	Plus de 50 MDH	Pas de limite fixée
Nombre d'exercices certifiés	3	2	1
Comptes consolidés	Oui (Si l'entreprise dispose de filiales)	Facultatif	Facultatif
<i>Les conditions additionnelles</i>			
	<b>Marché Principal</b>	<b>Marché Développement</b>	<b>Marché Croissance</b>
Nombre de titres minimum à émettre	250 000 actions	100 000 actions	30 000 actions
Montant minimum à émettre en millions de DH (*)	75 MDH	25 MDH	10 MDH
Convention d'animation	Facultative	1 année	3 années

Source : <http://www.casablanca-bourse.com/bourseweb/content.aspx?IdLink=6&Cat=5>

En résumé, le facteur institutionnel constitue un grand obstacle d'accès au marché boursier pour les PME marocaines, il se manifeste par la complexité des règles et des exigences hors les capacités des PME, même si des allègements fiscaux ont été entretenus.

### 3.3. Le capital investissement un marché pour les entreprises en expansion



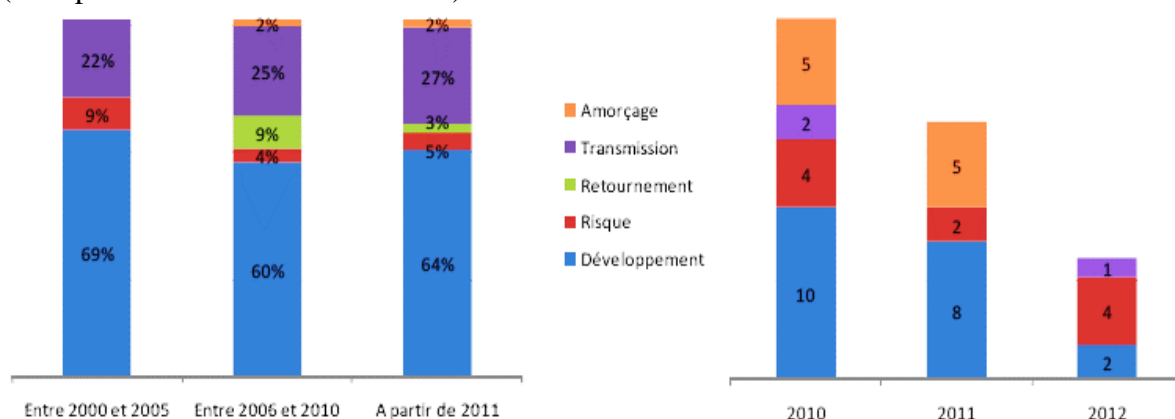
Le financement par le capital-risque dans la région MENA<sup>12</sup> est encore peu développé. Il constitue une source de financement à long terme pour les projets à risques jugés plus élevés, mais avec des taux de rentabilité probablement élevés, est un complément de financement bancaire, il a pour objectif de renforcer les ressources propres des PME. C'est un outil de financement récent au Maroc, a été introduit par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) en 1989, et devenu opérationnel en 1993 avec la création de la société Moussahama, et l'Etat a créé un cadre législatif (loi n°41-05) relatif aux organismes de placement en capital risque (OPCR). A la fin de 2012 en compte plus de 34 fonds d'investissement.

En effet, parmi les principales difficultés qui entravent la survie des PME, est de trouver un financement adéquat à leur besoin lors des premières étapes de leurs créations. Depuis l'introduction du capital investissement au Maroc, les intervenants ciblent le stade de « développement », avec une part de 69% entre 2000 et 2005, ensuite nous remarquons une légère diminution au profit du capital retournement et amorçage de 9 % entre 2006 et 2010, pour se situer à 60 %. Et 64 % à partir de 2011 jusqu'à 2013. Cependant l'activité de transmission reste encore faible et ne représente que 27 % à partir de 2011 contre 25 % entre 2006 et 2010, et seulement 22 % entre 2000 et 2005. Cette activité est en progression depuis 2000. Les activités de création et d'amorçage restent marginales avec une part de 2 % depuis 2006.

### Graphique n°3 : Stade de développement des entreprises investies

En valeur (investissements et réinvestissements)  
(entreprises nouvellement investies)

En nombre



Source : L'Association Marocaine des investisseurs en Capital (AMIC)(2013).

<sup>12</sup> Middle East and North Africa (MENA). Littéralement, Moyen-Orient et Afrique du Nord.

A partir de ces données, nous constatons que les intervenants ciblent particulièrement les entreprises déjà en activité, réalisent des performances marquantes et souhaitent se développer (le capital développement), par contre les activités de création et d'amorçage (capital risque) restent marginalisées, même si les OPCR ont une obligation d'investir 50% dans les PME.

Selon le CDVM (2011), les PME marocaines ont une sous-capitalisation, se manquent de transparence, mode de management personnalisé et informel, faible encadrement, ce qui n'incite pas ni au développement ni à l'intervention des sociétés de capital investissement dans ces entreprises, particulièrement dans les premières étapes de leurs création comme on a constaté à partir du graphe en haut, et par conséquent limite leur accès à ce type de financement. Dans ces conditions, la mise à niveau des PME marocaines en matière de gestion, de gouvernance, de transparence, de communication financière, est une étape clé du développement du capital investissement en générale et du capital amorçage et risque en particulier, qui est encore en retard. Ce retard important a incité les banques, la CGEM, la CCG, l'ANPME et d'autres acteurs à créer des fonds dédiés spécifiquement à la phase de création dans le cadre du Pacte Nationale pour l'Emergence Industrielle (PNEI) 2009-2015.

#### **4. Les organismes favorisant l'accès des PME au financement.**

Le gouvernement est conscient de l'importance des PME dans le tissu économique que de l'importance de leurs obstacles, ces entreprises, sont désormais intégrées dans les politiques de développement du secteur privé. Dans cette section, nous analyserons trois actions de la politique publique favorisant l'accès des PME marocaines aux financements externes : la centrale des risques, la CCG et les mesures de l'ANPME.

##### **4.1. Partage de l'information et l'accès des PME au crédit bancaire**

Le développement d'un système de partage de l'information financière sur les prêteurs est l'un des piliers de la politique publique pour favoriser l'accès des PME aux prêts bancaires. Les registres de commerce, les registres de crédit et les bureaux de crédit, devraient combler le déficit informationnel sur les crédits aux PME dans le système financier national. La pertinence, l'exhaustivité et la disponibilité de l'information financière associée aux PME actives dans le système financier, aide à réduire les asymétries d'information (Word Bank, 2014), permet de faciliter l'évaluation de la qualité des prêteurs et favorise leurs accès aux financements externes.

En revanche, pour réduire les coûts liés à l'obtention de l'information sur les PME et améliorer leur accès au financement, le Maroc a mis en place un bureau de crédit hybride (privé-public) devenu opérationnel depuis octobre 2009, il est sous la surveillance de Bank-Al-Maghrib dont la gestion est assurée par une société privée (Rocha, Arvai, & Farazi, 2011). L'objectif de ce bureau hybride, est de collecter, traiter et analyser la situation de l'endettement des clients de tous les établissements de crédit.

**Tableau n° 3: Obtention du crédit dans la région MENA et dans l'OCDE**

Indicateurs \ Années et pays	Maroc DB-2014	Maroc DB-2013	Algérie DB-2014	Egypt DB-2014	Maurita nDB 2014	Tunisie DB-2014	MENA 2014	OCDE2 014
Rang / 189 pays	109	105	130	86	170	109	**	**
Indice de d'information du crédit (0-6)	5	5	4	6	1	5	4	5
Couverture par les registres publics (% adulte)	0.0	0.0	2.4	5.3	1.4	28.8	11.9	42.9
Couverture par les bureaux privés (% adultes)	19.6	17.2	0.0	19.6	0.0	0.0	28.4	73.9

Source : *Elaboré par nous-mêmes de Doing Business(2014).*

D'après le tableau n°3, nous remarquons que le Maroc n'a pas réalisé une grande amélioration entre 2013 et 2014 concernant les indicateurs de *Getting Credit* (105 en 2013 et 109/189 pays en 2014). S'il est mieux positionné par rapport à l'Algérie (130), il est comparable dans le classement avec la Tunisie (109 en 2014). Toutefois, l'indice de couverture de l'information par le bureau privé est notamment amélioré entre 2010 et 2014, mais il reste très faible par rapport à la région MENA (28.4) et à l'OCDE (73.9). Concernant l'indice de l'information du crédit, il est supérieur à celui de la région MENA (4) et comparable à celui de l'OCDE (5).

## **4.2. Les fonds de garantie et financement des PME : cas de la CCG**

### **4.2.1. Le rôle économique et social des fonds de garantie**

Les systèmes de garanties sont positionnés comme des interfaces entre les emprunteurs et les prêteurs, ont la fonction sociale de rendre des services aux fournisseurs et aux demandeurs des crédits. Le rôle économique principal des systèmes de garantie est d'offrir des garanties de substitution et complémentaire aux banques à fin de promouvoir et de faciliter davantage l'accès des PME aux crédits nécessaires à leur pérennité. Grâce à leurs

interventions, les systèmes de garanties peuvent palier diverses difficultés pour fournir des crédits à des projets rentables mais par faute des garanties suffisantes et à cause de l'existence des asymétries informationnelles, sont du point de vue des banques non bancables (Douette, Lesaffre, & Siebeke, 2012). Selon l'OCDE (2014), les dispositifs de garanties, sont des instruments efficaces permettant de surmonter les déficits d'information sur les prêts bancaires aux PME.

#### 4.2.2. L'appui de la CCG pour favoriser le financement des PME

Pour encourager l'accès des TPME aux prêts bancaire, le gouvernement s'appuie principalement sur la CCG<sup>13</sup> pour prendre une partie en charge du risque des prêts bancaires, et il a mis en place le Fonds de Soutien Financier des TPME en 2009, géré par la CCG. Ce fonds a pour objectif de cofinancer avec les banques les opérations visant le rétablissement et la pérennité de l'équilibre financier des TPME jugées viables, et connaissant des difficultés de nature conjoncturelle. Le fonds couvre ainsi les différents besoins de financement des TPME pendant son cycle de vie à travers la fourniture des produits diversifiés :

**Tableau n°4 : Les produits de la caisse centrale de garantie (CCG)**

Entreprise			Particulier
Produits de Garantie	Cofinancement	Financement du haut du bilan	Crédit à l'Habitat
ILAYKI	Dév Industrie	Damane Capital Risque	Damane Assakane
Damane Express	MDM Invest	Fonds de capital investissement Public Privé	FOGALEF
Mouwakaba	FSF aux TPME		Prêts Aux étudiants
Damane Créa	FOPEP		Enseignement Plus
Damane Exploitation	Enseigne Textile		
Damane Dev	RENOVOTEL		
Damane Istmrar	Mezzanine Export		
Intégra Textile			
Damane Export			
Cautionnement à l'Export			

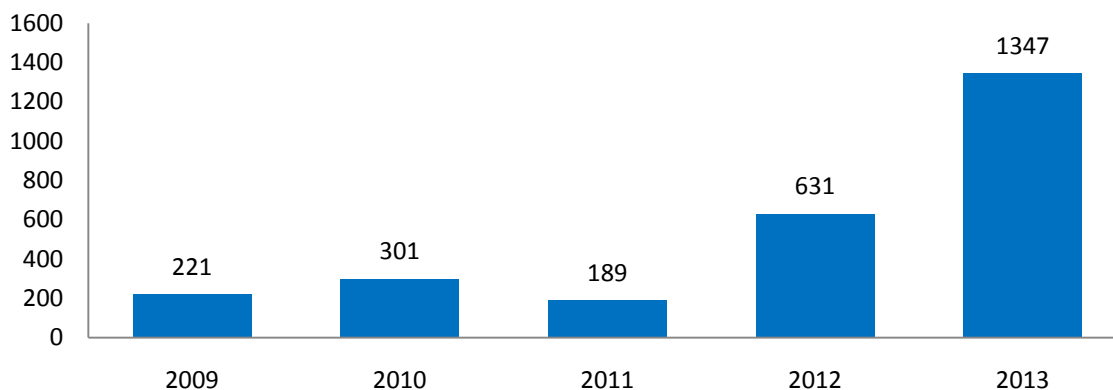
Source : [www.ccg.ma](http://www.ccg.ma)

En revanche, à côté de l'offre Mouwakaba et ILAYKI destinés aux TPE, Damane Expresse lancé en juin 2012, permet la réduction de 70 % du risque pris par les banques marocaines dans le cadre des prêts bancaires inférieur à 1 MDH. Ce fonds permet de financer la création, le développement et les besoins en fonds de roulement des TPE. Entre juin 2012

<sup>13</sup> La Caisse Centrale de Garantie (CCG) : est une institution publique à caractère financier, assimilée à un établissement de crédit, créée en 1949. Elle a pour objectif d'encourager la création, le développement et la modernisation des entreprises marocaines. Elle appuie également le développement social : la garantie des prêts à l'habitat et les prêts aux étudiants.

et fin 2013, le fonds a garanti 647 MDH des prêts bancaires en faveur de 1847 TPE dans le cadre de l'offre de Damane Express.

**Graph n°4 : Evolution des crédits TPE en nombre<sup>14</sup>.**



Source : Caisse Centrale de Garanties (CCG)(2014).

Entre 2009 et 2012, plus de 5000 TPME ont été accompagnées, et un objectif de financement de 9000 TPME entre 2013 et 2016 avec un taux de couverture des crédits de 20% au lieu de 13% avant 2013, a été mis en place (CCG, 2014). Toutefois, l'impact des financements distribués par la CCG sur les PME marocaines restent limités (World Bank, 2013).

Au cours de l'exercice 2014 (sept premier mois), la CCG a garantis un volume des crédits de 3,5 milliards de dirhams en faveur des TPME contre 2,5 milliards de dirhams sur la même période en 2013 (soit une augmentation de 40 %). Les crédits garantis ont permis de générer 1,7 milliard de dirhams des investissements et la création environ de 3500 emplois directs. Ainsi, la plupart des secteurs de l'économie ont profité des crédits garantis par la CCG sur la même période. Le grand bénéficiaire, est le secteur de l'industrie manufacturière arrive en tête avec une part de 30 %, ensuite le commerce 27 % et le BTP 18% (MEF, 2015). Grâce au partenariat du cofinancement entre les banques et la CCG, 196 millions de dirhams de crédits bancaires a été mobilisé jusqu'à juillet-2014 pour financer des projets d'investissement, et ont atteint un montant global de 541 millions de dirhams.

#### **4.3.Les mesures de l'Agence Nationale de Promotion des PME (ANPME)**

L'Agence Nationale pour la Promotion des PME (ANPME)<sup>15</sup>, est une structure d'aide et de promotion des PME, créée en 2004 conformément aux dispositions de la charte des

<sup>14</sup> Mise en place de Damane expresse juin 2012.

<sup>15</sup> Le site officiel de l'agence : [www.anpme.ma](http://www.anpme.ma)

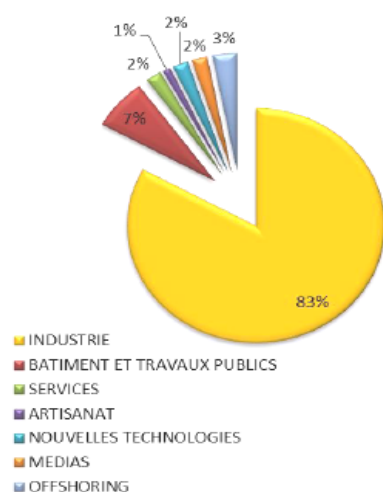
PME<sup>16</sup>. Selon cette charte, l'ANPME est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, placé sous la tutelle de l'Etat et administré par un conseil d'administration. Les deux programmes phares de cette agence sont *Moussanada et Imtiaz*, mis en œuvre depuis 2010 dans le cadre du Pacte National pour L'Emergence Industriel (PNEI), vision 2009-2015. Les programmes ciblent les nouvelles entreprises, les TPE, les PME en phase de modernisation, et les PME à fort potentiel de croissance.

#### 4.3.1. Le programme Imtiaz

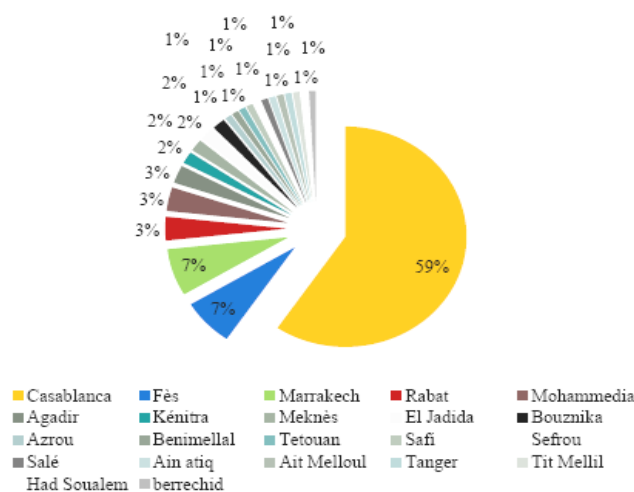
Imtiaz, est un programme lancé en partenariat entre l'ANPME et le ministère de l'industrie dans le cadre du PNEI et avec l'appui des banques partenaires. Ce programme a pour objectif de renforcer la compétitivité et d'accompagner les PME les plus performantes à devenir des grandes entreprises et de faciliter l'accès au financement bancaire. Ce programme consiste à financer chaque année 80 projets de développement présentés par des PME devant un comité de sélection Public-Privé (CPP), dans le cadre d'une compétition nationale d'investissement. Imtiaz finance 20 % de l'investissement total (TTC) matériel et/ou matériel avec un plafond de 5 millions de dirhams par projet de développement.

**Figure n°1 : Résultat du programme Imtiaz : Avril 2010-2013.**

Répartition sectorielle des PME bénéficiaires



Répartition géographique des PME



Source : L'Agence Nationale pour la promotion de la PME (ANPME)(2013).

Jusqu'à la fin de 2013, sur 275 projets évalués, l'agence a retenue 174 PME. En revanche, la majorité des bénéficiaires sont des entreprises industrielles, et représentent entre 2010 et 2012 83 % du total des bénéficiaires, le secteur BTP arrive en deuxième position avec

<sup>16</sup> La loi n°53-00 promulguée par le Dahir n°1-02-188 du juillet 2002, publiée au Bulletin Officiel n°5036 du 5 septembre 2002, page n°4

une part de 7 %, et en troisième lieu l'offshoring détient 3 %. Les autres secteurs (services, artisanat, medias et nouvelles technologies) ne représentent que 7 % du total des bénéficiaires.

Ainsi les entreprises bénéficiaires, sont fortement concentrées dans la région du Grand Casablanca avec une part de 59 %, suivi par Fès et Marrakech avec une part égale à 7 %, et les autres villes du Royaume restent marginalisées, avec seulement une part inférieure à 3 %. De ce constat, l'agence cible en premier lieu le secteur de l'industrie et les villes les plus dynamiques en termes d'activité économique.

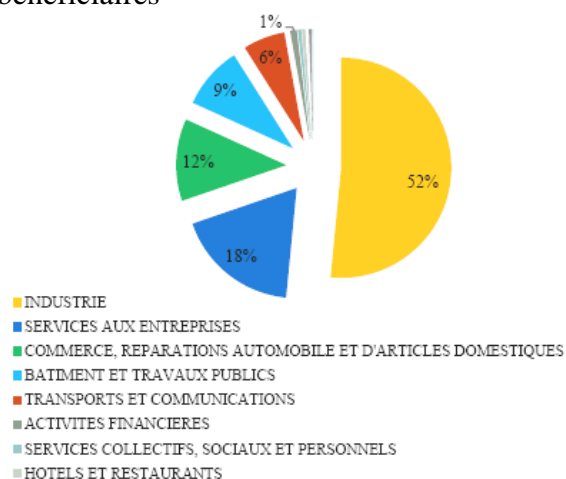
#### 4.3.2. Le programme Moussanada

Moussanada, c'est un programme d'accompagnement et de développement de la compétitivité, il a comme objectif d'accompagner 700 PME chaque année dans leur démarche de modernisation et d'améliorer leur productivité et compétitivité, à travers la mise en place des sous programmes d'appuis fonctionnels pour l'ensemble des secteurs d'activités, visant l'optimisation des fonctions clés des PME : système d'information, logistique, marketing, labellisation, l'approvisionnement,...etc.

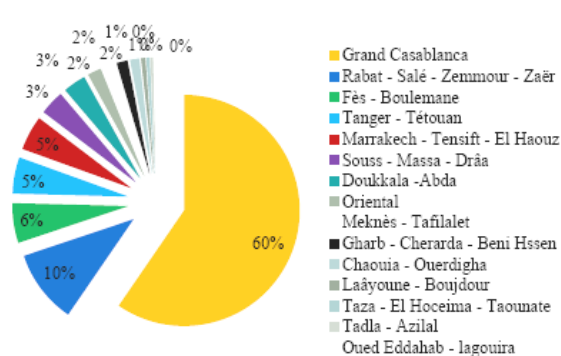
Dans ce programme, l'agence supporte 70 % des frais d'expertise plafonnés à 1 million de dirham par entreprise. Jusqu'à août 2014, l'agence compte 1333 bénéficiaires avec plus de 2000 actions d'accompagnement et un budget de 221 millions de dirhams.

**Figure n° 2: Résultat du programme Moussanada : Avril 2010-2013.**

Répartition sectorielle des PME bénéficiaires



Répartition géographique des PME



Source : L'Agence Nationale pour la promotion de la PME (ANPME)(2013).

A l'instar du programme Imtiaz, l'agence octroie une grande importance au secteur de l'industrie avec une part de 52 % des PME bénéficiaires, le secteur des services aux entreprises représente 18 %, le secteur du commerce, réparation automobile et d'articles domestiques représente 12 %, le BTP détient 9 %, le secteur transport et communications ne



représente que 6 %. Ainsi les bénéficiaires se concentrent fortement dans le Grand Casablanca avec une part de 60 %, la région Rabat-salé-Zemmour-Zaïre 10 %, la région Marrakech-Tensift-Elhouz et la région Tanger-Tétouane détient une part égale de 5 %, la région Fès-Boulemane 6%. Le reste des régions ne détient qu'une part inférieure à 3%.

Les programmes d'appui et d'accompagnement de l'ANPME ne sont qu'en début, mais les résultats attendus ne sont pas escomptés. Les deux programmes Imtiaz et Moussanada ne couvrent qu'une cinquantaine d'entreprises par rapport aux milliers existantes, aussi le secteur de l'industrie accapare la part du lion et les bénéficiaires se concentrent sur la région de Casablanca, et en l'absence d'une politique de régionalisation des produits offerts par l'agence, les autres régions sont marginalisées.

## **Conclusion**

Sur la base de cette analyse, nous avons remarqué que les PME marocaines sont caractérisées par la fragilité de la structure financière, la sous-capitalisation, la faiblesse des actifs et manquent de transparence. Ces constats peuvent s'expliquer par des facteurs internes et/ou par des facteurs externes. Cependant, ces faiblesses et autres se traduisent par des difficultés d'accès aux financements externes. Il en résulte que les bailleurs de fonds demeurent loin de répondre aux besoins spécifiques des PME, ce qui conduit ces entreprises vers le financement informel (proches, amis, épargne personnel) et empêche d'autres d'intégrer le marché de financement formel.

Dans ce sens, l'amélioration de l'accès des PME marocaines aux financements externes, va sûrement les aider à renforcer leurs capacités productives et à la création de la valeur ajoutée. Dans ce cadre, les autorités publiques, ces dernières années ont effectué des réformes importantes dans le secteur bancaire que de mettre en place des dispositifs de soutien (entre autres : Moussanada et Imtiaz) et de garanties, dont l'objectif est de faciliter l'accès des PME aux financements externes. A cet effet, les sources de financement externes dont disposent les PME marocaines aujourd'hui sont très diversifiées : financement bancaire, capital-risque, fonds de garantie, micro finance, crédit-bail, ...etc. Cependant, les PME marocaines ne profitent que faiblement de ces produits à cause des exigences des bailleurs de fonds qui sont hors les capacités de ces entreprises. Toutefois, les banques demeurent la principale source de financement externe des PME marocaines.

Généralement les PME marocaines font face à plusieurs difficultés non seulement financières, mais se traduisent toutes par des besoins de financement supplémentaires. Ces

difficultés proviennent de la relation PME-bailleurs de fonds externes, des asymétries informationnelles, de risque moral, coûts d'obtention du financement jugés plus élevés, cadre réglementaire et judiciaire déficient, système financier et bancaire sous-développé, manque de garanties, l'inadaptation des produits financiers aux besoins des PME. D'autres obstacles sont liés à l'inexistence de la planification, l'inadéquation des pratiques comptables et fiscales aux spécificités des PME et les sources alternatives de financement existants (crédit-bail, affacturage, fonds propres, ligne de crédit, fonds de soutien, financement mezzanine), sont peu connues par les entrepreneurs et restent marginales. Le crédit-bail et les institutions de microfinance, grâce à leur proximité avec les emprunteurs (PME), peuvent jouer un rôle important dans la réduction du déficit de financement des PME marocaines. Ce sont des instruments de financement plus attractifs pour le segment des PME qui n'ont pas une base des actifs à fournir aux banques comme garanties.

### **Bibliographies :**

#### **1. Articles de revues :**

- Akerlof, G. A. (1970). The Market for "Lemons": Quality Uncertainty and the Market Mechanism. *Quarterly Journal of Economics*, 84(3), 488–500.
- Ang, J. (1992). On the Theory of Finance for Privately Held Firms. *The Journal of Entrepreneurial Finance*, 1(3), 185–203.
- Becchetti, L., & Trovato, G. (2002). The determinants of growth for small and medium sized firms. *Small Business Economics*, 19, 291–306.
- Beck, T., & Demirguc-Kunt, A. (2006). Small and medium-size enterprises: Access to finance as a growth constraint. *Journal of Banking & Finance*, 30(11), 2931–2943.
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2008). Financing patterns around the world: Are small firms different? *Journal of Financial Economics*, 89(3), 467–487.
- Berger, A. N., Klapper, L. F., Peria, M. S. M., & Zaidi, R. (2008). Bank ownership type and banking relationships. *Journal of Financial Intermediation*, 17(1), 37–62.
- Berger, A. N., Klapper, L. F., & Udell, G. F. (2001). The ability of banks to lend to informationally opaque small businesses. *Journal of Banking and Finance*, 25(12), 2127–2167.
- Berger, A. N., & Udell, G. F. (1992). Some evidence on the empirical significance of credit rationing. *Journal of Political Economy*, 1047–1077.
- Berger, A. N., & Udell, G. F. (1995). Universal banking and the future of small business lending.
- Bester. (1987). The role of collateral in credit markets with imperfect information. *European Economic Review*, 31(4), 887–899.
- Boot, A. W. A. (2000). Relationship Banking: What Do We Know? *Journal of Financial Intermediation*, 9(1), 7–25.
- Bougheas, S., Mizen, P., & Yalcin, C. (2006). Access to external finance: Theory and evidence on the impact of monetary policy and firm-specific characteristics. *Journal of Banking and Finance*, 30(1), 199–227.

- Chan, Y.-S., & Kanatas, G. (1985). Asymmetric Valuations and the Role of Collateral in Loan Agreements. *Journal of Money, Credit and Banking*, 17(1), 84–95.
- Cleary, S. (2006). International corporate investment and the relationships between financial constraints measure. *Journal of Banking & Finance*, (30), 1559–1580.
- Cressy, R. (1996). Are Business Start-ups Debt Rationed? *Economic Journal*, (106), 1253–1270.
- Douette, A., Lesaffre, D., & Siebeke, R. (2012). SMEs' Credit Guarantee Schemes in Developing and Emerging Economies. *Deutsche Gesellschaft Für*.
- Jaffee, D. M., & Russel, T. (1976). Imperfect information, uncertainty, and credit rationing. *The Quarterly Journal of Economics*, 651–666.
- Khalifa, S. H., & Daoui, D. (2013). Bâle II : Quel impact sur l'inscription des banques marocaines dans une démarche de développement durable ? ». *CIGI*, 1–6.
- Kim, P. H., Aldrich, H. E., & Keister, L. A. (2006). Access (not) denied: The impact of financial, human, and cultural capital on entrepreneurial entry in the United States. *Small Business Economics*, 27(1), 5–22.
- Krasniqi, B. A. (2007). Barriers To Entrepreneurship and Sme Growth in Transition: the Case of Kosova. *Journal of Developmental Entrepreneurship*, 12(1), 71–94.
- Oliveira, B., & Fortunato, A. (2006). Firm growth and liquidity constraints: A dynamic analysis. *Small Business Economics*, 27(2–3), 139–156.
- Petersen, M. A., & Rajan, R. G. (1994). The Benefits of Lending Relationships: Evidence from Small Business Data. *The Journal of Finance*, 49(1), 3.
- Pissarides, F. (1999). Is lack of funds the main obstacle to growth? EBED'S experience with small and medium- sized businesses in central and eastern Europe. *Journal of Business Venturing*, 14, 519–539.
- Plane, J.-M., & Torres., O. (1998). Le recours au conseil est-il un processus dénaturant pour la PME ? 1998, 12.
- Rocha, R. R., Arvai, Z., & Farazi, S. (2011). Financial Access and Stability: A Road Map for the Middle East and North Africa. *The World Bank*, (46).
- Sebti, kamal. (2006). *Investir en Afrique du nord : étude comparative Algérie, Tunisie et Maroc*.
- St-Pierre, J., & Fadil, N. (2011). La recherche en finance entrepreneuriale: Critique sur l'état actuel des connaissances et proposition d'un nouveau cadre de réflexion. *Revue internationale P.M.E.: Économie et gestion de la petite et moyenne entreprise*, 24(3–4), 255.
- Stiglitz, J., & Weiss, A. (1981). Credit Rationing in Markets with Imperfect Information. *The American Review*, 71(3), 393–410.
- Toivanene, O., & Cressy, R. C. (2000). Lazy Entrepreneurs or Dominant Banks? An Empirical Analysis of the Market for SME Loans in the UK. *Cass Business School Research Paper*, 38.
- Williamson, S. D. (1986). Costly Monitoring, Loan Contracts, and Equilibrium Credit Rationing. *The Quarterly Journal of Economics*, 102(1), 135–145.
- Williamson, S. D. (1987). Financial Intermediation, Business Failures, and Real Business Cycles. *Journal of Political Economy*, 95(6), 1196–1216.
- Wu, J., Song, J., & Zeng, C. (2008). An empirical evidence of small business financing in China. *Management Research News*, 31(12), 959–975.
- Zazzara, C. (2008). *The Link Between Innovation And Finance Evidence From Survey Data*.

## 2. Les ouvrages :

St-Pierre, J. (2004). *La gestion du risque : comment améliorer le financement des PME et faciliter leur développement* (Presse de l'Université du Québec). Canada.

### 3. Les thèses :

Phung, T. A. (2010). *Le rationnement du crédit des PME: le cas du Vietnam*.

### 4. Les Rapports officiels :

AMIC. (2012). *Capital investissement guide pratique pour entrepreneurs* (p. 52). AMIC.

ANPME. (2012, March). *Baromètre de la compétitivité des entreprises accompagnées par l'ANPME*. Hôtel Royal Mansour Méridien, Casablanca.

ANPME. (2013). *Les programmes d'appui à la compétitivité des PME*. Maroc.

CDVM. (2011). *Le financement des PME au Maroc*. Maroc.

MCINT. (2011). *Réalisation du Ministère du Commerce de l'Industrie et de la Nouvelle Technologie (MCINT)* (p. 188). Maroc : Direction de la Coopération et de la communication.

OCDE. (2004). *Caractéristiques et importance des PME*, (05), 37–46.

OCDE. (2011). *Compétitivité et développement du secteur privé : Maroc 2010*. Editions OCDE.

OCDE. (2013). *Le financement des PME et des entrepreneurs 2012*. Editions OCDE.

Rocha, R. et al. (2011), "The status of bank lending to SMEs in the Middle East and North Africa region : the results of a joint survey of the Union of Arab Bank and the World Bank", Série des documents de politique générale de la Banque mondiale, Banque mondiale, Washington, DC.

World Bank. (2013). *Doing Business 2014: Understanding Regulations for Small and Medium-Size Enterprises*. The World Bank.

World Bank. (2014). *Doing Business 2013: Smarter Regulations for Small and Medium-Size Enterprises*. The World Bank.

### 5. Autres références : lois, circulaires et site officiels :

Bank Al-Maghrib. Lettre circulaire N°112/DOMC/2013, relative au programme des TPME, Pub. L. No. n°112/DOMC/2013 (2013).

Loi n° 53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise, Dahir n° 1-02-188 du 12 Joumada I 1423 (23 juillet 2002), Bulletin officiel n°5036 du 05 septembre 2002 (cf. BIP n°117- octobre 2002- page 4).

<http://www.emergence.gov.ma/COMPETITIVITEPME/Pages/PMEmarocaines.aspx>

<http://www.casablanca-bourse.com/bourseweb/content.aspx?IdLink=6&Cat=5>

[www.anpme.ma](http://www.anpme.ma)

[www.ccg.ma](http://www.ccg.ma)